

# Deux erreurs sur « la dépense publique »

Par Francisco Vergara, Lemonde.fr, 2 janvier 2019.

Dans son allocution de nouvelle année, le président de la République a malheureusement repris la thèse tant répétée selon laquelle « *nous dépensons en fonctionnement et en investissement pour notre sphère publique plus que la moitié de ce que nous produisons* ». Ce vieux conte pour effrayer les enfants véhicule deux erreurs lourdes d'implications politiques. La première est que la dépense publique n'est pas « une part » de notre production ; elle ne peut donc pas, *a fortiori*, être « plus que la moitié » ni « moins que la moitié » de *ce que nous produisons*.

L'explication est très simple. Dans un pays comme la France, les acteurs économiques produisent les biens et services les plus divers. Dans le secteur que nous appelons « privé », les entreprises industrielles fabriquent des automobiles, les agriculteurs font pousser du blé, les banques fournissent des services financiers. Dans le secteur dit « public », les hôpitaux produisent des services de santé, les municipalités ramassent les ordures, les assurances sociales gèrent des risques.

On n'a pas besoin d'être un Prix Nobel d'économie pour comprendre qu'en additionnant ce que les différents acteurs dépensent, on obtient un total beaucoup plus élevé que ce que le pays produit (le PIB), car on compte beaucoup de choses plusieurs fois. La dépense de Renault (en électricité et pneus), par exemple, a déjà été comptée partiellement dans la dépense d'EDF et de Michelin (en salaires et en caoutchouc). La dépense des municipalités en éclairage a déjà été comptée en tant que dépense en combustible et en entretien des centrales électriques par EDF ; la dépense en pain des ménages a déjà été comptée comme dépense en farine par les boulangers, etc.

## Les « secteurs institutionnels »

Ce qui est vrai pour les acteurs de l'économie l'est aussi pour les « cinq secteurs institutionnels » dans lesquels l'Insee classe ces acteurs. Ainsi, en 2017, la dépense du secteur des ménages (en nourriture, essence, loisirs, etc.) a été de 1 186,1 milliards d'euros tandis que celle du secteur des entreprises non financières (en salaires, électricité, matières premières et autres intrants) a été de 2 411,2 milliards. Si on additionne les deux, on obtient un total de 3 597,3 milliards, somme qui dépasse les 2 291,7 milliards du PIB de 49 %. Si on ajoute la dépense du secteur des administrations publiques (1 292,3 milliards), on obtient plus du double de la production nationale... Et on n'a pas encore compté les dépenses des sociétés financières ni celles des associations !

**Les spécialistes de la comptabilité nationale savent depuis longtemps que la dépense publique n'est pas une part de ce que nous produisons**

Les spécialistes de la comptabilité nationale savent depuis longtemps que la dépense publique n'est pas *une part* de ce que nous produisons. Ainsi, dans un séminaire organisé par Eurostat et le Comité consultatif européen de l'information statistique (CEIES) intitulé « Comment mesurer la taille des administrations publiques », les participants pouvaient être divisés sur la taille optimale que devait avoir le secteur public, mais ils convenaient tous, comme Reimund Mink, de la Direction générale des

statistiques de la Banque centrale européenne (BCE), que « *la dépense publique n'est pas ... une part du PIB* » (*The size of the government sector – How to measure*, 24<sup>th</sup> CEIES seminar, Commission européenne, 2004).

Dans les pays scandinaves, où on gère sérieusement les finances publiques, les comptables nationaux le savent aussi. Ainsi l'Institut de la statistique de Suède écrit : « *Il est quelque peu contestable de parler de la dépense publique en la mettant en relation avec le PIB, puisque cette dépense contient des choses qui ne sont pas une part du PIB (not everything in the term expenditure is a part of GDP)* » (« *The size of the public sector* », *Public finances in Sweden 2006, 2007*).

## Exagération des propos

Deuxième erreur : les mots du président Macron ne se limitent pas à répéter le bobard habituel sur l'immensité du coût de nos administrations publiques, ils l'exagèrent et aggravent la peur qu'on nous fait.

Lorsque l'Insee communique chaque année ce qu'il appelle « la dépense publique », il inclut dans ce chiffre *trois choses* : les sommes versées pour « le fonctionnement », celles décaissées pour « l'investissement » et celles qui ne font que « transiter » par le secteur public (comme la plupart des dépenses que les ménages *dédient à leur santé*, qui sortent de la poche des ménages et vont vers celles des médecins et des pharmaciens, par exemple).

Le président oublie la troisième composante, qui constitue pourtant 60 % de ce que l'Insee appelle « dépense publique », suggérant, par cette omission, que le fonctionnement et l'investissement absorbent à eux seuls plus de la moitié de la production nationale, ce qui serait vraiment scandaleux.

M. Macron veut, à juste titre, qu'il y ait un débat entre les Français. Mais pour que ce débat soit sérieux, il faut que ceux-ci soient informés correctement, et sans créer des peurs inutiles en répétant des choses fausses et en les exagérant.

**Francisco Vergara** est économiste et philosophe, auteur de l'ouvrage *Les fondements philosophiques du libéralisme* (La Découverte, 2002).

Voir aussi :

« **Sur la comparaison internationale des “dépenses publiques” :**  
(faut-il reformer la comptabilité nationale?) »

<http://fvergara.com/Comparaisons.doc>.